
PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE

DÉCRET N° 2018 – 488 DU 17 OCTOBRE 2018
portant admission à la retraite de magistrats.

**LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,
CHEF DE L'ÉTAT,
CHEF DU GOUVERNEMENT,**

- Vu** la loi n° 90-32 du 11 décembre 1990 portant Constitution de la République du Bénin ;
- vu** la loi n° 2015-18 du 1^{er} septembre 2017 portant statut général de la fonction publique ;
- vu** la loi n° 2001-35 du 21 février 2003 portant statut de la magistrature ;
- vu** la loi n° 86-014 du 26 septembre 1986 portant Code des pensions civiles et militaires de retraite modifiée et complétée par la loi n° 2015-19 du 15 novembre 2016 ;
- vu** la décision portant proclamation, le 30 mars 2016 par la Cour constitutionnelle, des résultats définitifs de l'élection présidentielle du 20 mars 2016 ;
- vu** le décret n° 2018-198 du 05 juin 2018 portant composition du Gouvernement ;
- vu** le décret n° 2016-292 du 17 mai 2016 fixant la structure-type des ministères ;
- vu** le décret n° 2016-425 du 20 juillet 2016 portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère de la Justice et de la Législation ;
- sur** rapport du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et de la Législation,
- le** Conseil des Ministres, entendu en sa séance du 17 octobre 2018,

DÉCRÈTE

Article premier

Conformément aux dispositions de l'article 2 alinéas 7 et 8 de la loi n° 86-014 du 26 septembre 1986 portant code des pensions civiles et militaires de retraite et de l'article 82 de la loi n° 2001-35 du 21 février 2003 portant statut de la magistrature, le départ à la retraite des magistrats ci-après se présente comme suit :

- pour compter du 1^{er} octobre 2018
 - madame **Damienne Zinhoué LIMA** épouse **DOSSA** ;
 - madame **Adjouavi Marie SOUDE** épouse **GODONOU** ;
- pour compter du 1^{er} janvier 2019
 - monsieur **Razaki AMOUDA ISSIFOU** ;
 - monsieur **Djossè Honoré KOUKOU** ;
 - monsieur **Magloire MITCHAÏ** ;
 - monsieur **Sourou Innocent AVOGNON** ;
 - monsieur **Assogba Godonou Félix DOSSA** ;
 - monsieur **Pierre Nicolas BIAO**.

Article 2

En attendant la liquidation de la pension des intéressés, un acompte leur sera versé le premier trimestre civil suivant la date de cessation de leurs activités.

Article 3

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et de la Législation et le Ministre de l'Économie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui sera publié au Journal officiel.

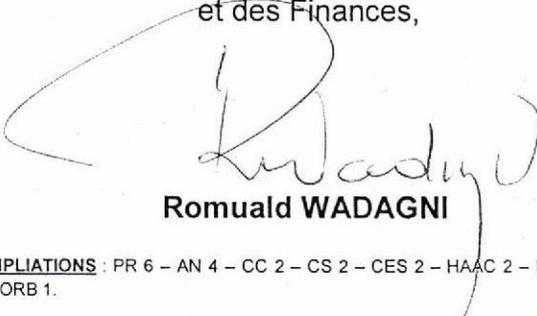
Fait à Cotonou, le 17 octobre 2018

Par le Président de la République
 Chef de l'État, Chef du Gouvernement,



Patrice TALON

Le Ministre de l'Économie
 et des Finances,



Romuald WADAGNI

Le Garde des Sceaux, Ministre de
 la Justice et de la Législation,



Séverin Maxime QUENUM

AMPLIATIONS : PR 6 – AN 4 – CC 2 – CS 2 – CES 2 – HAAC 2 – HCJ 2 – MJL 2 – MEF 2 – AUTRES MINISTERES 20 – INTERESSES 8 – SGG 4 – JORB 1.